

AFFJUR/AR-2022-453
ARRETE DU MAIRE

Objet : Délégation de signature des bons de commande à Aurélia COTTE - Directrice des Affaires juridiques.

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2122-19, L.2122-20 et L.2122-22,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n°2021-131 du 15 Octobre 2021 portant délégation de compétences du Conseil municipal au Maire ;

Considérant qu'il convient d'accorder une délégation de signature aux directeurs de service pour la signature des contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500 € TTC dans le domaine de compétence qui les concerne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Madame Aurélia COTTE Directrice des Affaires juridiques, reçoit délégation de signature du Maire aux fins de signer :

- Les contrats, conventions et bons de commande dont le montant est inférieur à 500 € TTC dans le domaine de compétence qui la concerne ;

Article 2 : Cette délégation est donnée sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire de la Ville, et est révoquée à tout moment.

Article 3 : La présente délégation de signature s'exerce sans préjudice des délégations de signature consenties aux directrices et directeurs généraux adjoint, à la directrice ou au directeur général des services techniques, aux directrices, directeurs et responsables de service, lesquelles s'exercent prioritairement, par subsidiarité.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr. Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Préfet des Yvelines ;
- Au Comptable de la collectivité ;
- A l'intéressée.

M. Rabeh 8/02/2023
AR

- 8 FEV. 2023

Fait à Trappes,

Ali RABEH
Maire de Trappes



Ali Rabeh